

Initiatives ministérielles

J'ai eu récemment le plaisir de tenir dans Lincoln, ma circonscription, des audiences sur la sécurité sociale auxquelles ont participé quelque 70 de mes électeurs. Ceux-ci ont soulevé un certain nombre de questions importantes.

Ils estiment que le gouvernement devrait supprimer les mesures qui ont pour effet de dissuader les gens de travailler et qu'il devrait prévoir une certaine forme de supplément du revenu, mais seulement pour les personnes qui en ont besoin. En ce qui concerne les programmes de formation, il faut mettre un terme au double emploi. Pour rendre les programmes efficaces et pratiques, nous devons collaborer avec l'industrie et les provinces qui, à leur tour, doivent unir leurs efforts pour veiller à ce que les programmes répondent aux besoins des travailleurs de demain et à ce que nous soyons en mesure d'établir de meilleures prévisions en matière d'emploi. Le projet de restructuration des prêts aux étudiants, en fonction de la capacité des étudiants à rembourser ces prêts, a aussi été très bien accueilli.

Depuis la diffusion du document de travail, plus de 190 réunions publiques ont été organisées par les députés, y compris plusieurs de nos collègues d'en face. D'après les observations recueillies, les Canadiens comprennent que la réforme est nécessaire et reconnaissent que les changements sont non seulement inévitables, mais essentiels. Les Canadiens ne s'entendent peut-être pas sur les solutions à appliquer, mais les gens, qu'ils soient de Bridgewater ou de Whitehorse, veulent tous participer activement aux discussions et au débat.

Des organismes communautaires jouent un rôle dans les consultations. Des organismes comme Centraide, le Laurier Institute, l'agence économique des provinces atlantiques et l'Institute for Urban Studies de l'Université de Winnipeg organisent des séminaires sur les programmes de sécurité sociale partout au Canada. Ces séminaires visent à donner aux Canadiens—dont certains seront les premiers touchés par la réforme de la sécurité sociale—la possibilité de faire connaître leur point de vue. Je suis heureux de pouvoir dire que 500 Canadiens prennent part à ces séminaires.

Enfin, une série de quatre colloques sur la politique sociale donnera à des spécialistes l'occasion d'échanger sur quelques options dans des domaines comme l'apprentissage pendant toute la vie, l'enseignement postsecondaire, les services de formation et de perfectionnement de la main-d'oeuvre et la pauvreté chez les enfants. Ces colloques auront lieu en janvier 1995 et ils sont organisés par des instituts comme Caledon et le Conference Board.

Le but de ces colloques est d'élargir le dialogue sur certaines des questions les plus litigieuses liées à la réforme de la sécurité sociale. Ces questions sont exposées dans un document de travail, mais n'ont pas encore fait l'objet de mémoires, d'exposés ou d'autres formes de consultations.

Comme le montre cette mise à jour, nous sommes sérieux lorsque nous disons que nous voulons consulter les Canadiens. Ils ont plusieurs moyens à leur disposition pour se faire entendre: un numéro 1-800, le document de travail, le comité permanent, leur député lors des assemblées publiques, les séminaires de consultation et les colloques sur les politiques. De plus, on encourage fortement les Canadiens à écrire directement à leur

député ou au ministre du Développement des ressources humaines ou encore à communiquer avec ce dernier par télécopieur ou par courrier électronique. Nous voulons que le plus grand nombre possible de Canadiens participent à cette réforme de notre système de sécurité sociale, réforme qui vise à répondre aux besoins des Canadiens aujourd'hui et au XXI^e siècle.

Je voudrais simplement soulever quelques points découlant des remarques que j'ai entendues aujourd'hui de la part de certains de mes collègues d'en face. Un des premiers députés réformistes à intervenir aujourd'hui a dit qu'il voulait que le gouvernement en dise davantage au sujet de ce processus de consultation. Je répliquerai que la consultation a pour objet d'entendre ce que les Canadiens ont à dire, non d'influer en quoi que ce soit sur les discussions, et de veiller à ce que tout le processus soit tout à fait transparent. C'est ce que nous faisons.

D'autres ont dit qu'il faut agir maintenant, que nous n'avons plus besoin de consulter. Je ne crois pas que ce genre de consultation se soit jamais produit auparavant. Le gouvernement va donner l'exemple. Ce processus de consultation est sans précédent. Le gouvernement va donner l'exemple en passant à l'action après avoir écouté les Canadiens. Nous prendrons des mesures qui tiendront compte des préoccupations des Canadiens.

Quelqu'un a soutenu qu'il s'agissait d'une dépense inutile de l'argent des contribuables. Je ne suis pas d'accord. Dans ma circonscription, comme je l'ai dit dans mon intervention, des électeurs sont venus parler avec moi et avec le secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines qui était venu rencontrer les électeurs de Lincoln pour discuter et consulter sur les options qui s'offrent à nous. Nous avons entendu quelles étaient certaines de ces options et nos électeurs nous ont exprimé certaines de leurs réactions.

• (1820)

Je me contenterai de dire en terminant que notre gouvernement va écouter et diriger. Voilà le genre de leadership que les Canadiens ont réclamé et c'est ce qu'ils obtiendront du gouvernement actuel.

M. Ian McClelland (Edmonton-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole à la Chambre après avoir écouté les libéraux expliquer comment ils ont découvert les mérites de la consultation à l'issue de 125 ans de partage du pouvoir avec les conservateurs. C'est une découverte qui se faisait attendre depuis longtemps, mais qui est la bienvenue. Nous leur recommandons de la mettre en application en tout temps.

Cela permet évidemment d'éviter la question suivante: Que faisaient-ils durant les neuf dernières années où ils ont formé l'opposition officielle? Que faisaient-ils de leur livre rouge? C'est une bonne chose qu'ils n'aient pas mis autant de temps à rédiger leur livre rouge qu'ils n'en mettent à organiser les mesures à prendre en l'occurrence. Le gouvernement est peut-être en train de fléchir.

Nous reconnaissons tous la nécessité d'apporter des changements. Tout le monde est unanime. Tous les Canadiens savent que nous ne pouvons continuer ainsi et qu'il faut modifier notre façon de faire. Nous nous entendons tous sur le principe. C'est